Numérisation CERMTRI

1re Quinzaine de Janvier 1950. "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" N° 245. — 10 Francs.

LA VÉRITE

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

19, rue Daguerre, Paris (14e). — Téléphone : Suffren 62-31 — C. C. P. Mlle Picard 5660-38 Paris

A Tarbes, Angers, Suresnes le Capital lance ses S. S. contre les ouvriers

LETTRE OUVERTE DU BUREAU POLITIQUE DU P. C. I.

A TOUS LES TRAVAILLEURS, A TOUTES LES ORGANISATIONS OUVRIÈRES

HALTE AUX LOCK OUT

HISPANO, Mörane, Bessonneau, Latil inaugurent un nouveau moyen de combat du patronat contre la classe ouvrière: le lock-out!

Après la grève des mineurs, il y a un an, le Parti Communiste Internationaliste a fait appel à toutes les organisations ouvrières et à tous les travailleurs pour que soit reconstitué le Front Unique contre la bourgeoisie.

Depuis, les organisations ouvrières ont maintenu leur division et la bourgeoisie en a profité pour accentuer son offensive.

Aujourd'hui, le patronat uni et son gouvernement pensent pouvoir porter un coup plus dur contre les travailleurs et leurs organisations. C'est pourquoi le Parti Communiste Internationaliste lance à nouveau un appel d'alarme:

CONTRE LES LOCK-OUT, TOUS LES TRAVAILLEURS, TOUTES LEURS ORGANISATIONS DOIVENT S'UNIR!

L'évacuation des entreprises par les C. R. S. et le réembauchage individuel ont pour but de briser le moral de tous les travailleurs et « d'épurer » les meilleurs défenseurs des intérêts ouvriers.

Tant à Paris qu'en province, la même méthode est employée.

Il s'agit d'un plan d'ensemble du Grand Capital s'inscrivant dans une orientation toujours plus à droite de la politique gouvernementale.

Il ne s'agit plus seulement de faire supporter aux travailleurs la politique de « productivité » en accentuant encore les cadences infernales. Il ne s'agit plus seulement de faire échec aux revendications des travailleurs.

Il s'agit maintenant pour le capital de chasser des usines les meilleurs militants de la classe ouvrière, pas décisif pour briser l'organisation du mouvement ouvrier.

Foulant aux pieds sa propre légalité, lorsque celle-ci la gêne, la dictature du capital montre son véritable visage, et l'intervention massive des sinistres C.R.S. démontre une fois de plus, s'il était nécessaire, le rôle du gouvernement, simple instrument du Conseil National du Patronat Français. Laisser le capital réaliser ce plan, c'est lui permettre de franchir une étape décisive vers l'Etat fort, la dictature et la guerre.

Ces coups de boutoirs, la bourgeoisie peut les donner parce qu'elle sait pouvoir compter sur les forces mobilisées de l'appareil de répression, mais aussi parce qu'elle sait que les travailleurs sont divisés.

Le 25 novembre, l'immense majorité des travailleurs a fait grève, à l'appel SIMULTANE des différentes organisations ouvrières, montrant ainsi que tous ensemble, ils voulaient briser l'offensive capitaliste.

De cette action, parce qu'elle fut sans lendemain, que l'appel à la lutte est resté fractionné, les patrons ont vu l'indice d'une division persistante et y ont puisé une audace accrue pour l'application de leur plan anti-ouvrier. Face au bloc uni des forces patronales, il est criminel de laisser divisées les forces ouvrières.

Le P.C.I. s'adresse à chaque organisation ouvrière pour que soit dressé un plan d'action commun contre les lock-out. Il propose qu'elles organisent en commun la lutte pour:

— *la cessation de tous les licenciements;*

— *l'interdiction du lock-out;*

— *le partage du travail entre tous les employés sans diminution de salaire;*

— *l'occupation des entreprises lock-outées par tous les travailleurs appuyés par la population et les ouvriers des entreprises environnantes.*

IL FAUT renverser la vapeur

Continuer à lancer les travailleurs dans le combat, entreprise par entreprise, sur des revendications d'ensemble de la classe ouvrière, c'est non seulement sacrifier les intérêts des travailleurs dans des luttes isolées dont ils font seuls les frais, mais c'est accentuer encore la division.

Soutenir ou collaborer au gouvernement qui protège et soutient les attaques patronales, c'est permettre au grand capital de vaincre la classe ouvrière et lui rendre possible la marche vers l'Etat fort qui briserait toutes les organisations ouvrières, politique et syndicale.

La division ne sacrifie pas seulement les intrêts ouvriers, mais aussi les organisations ouvrières elles-mêmes.

Il ne suffit pas de réaliser l'unité d'action dans chaque entreprise, il faut la réaliser nationalement pour s'opposer au plan anti-ouvrier de l'ensemble de la bourgeoisie.

1934 a prouvé la force immense de l'unité ouvrière. Aujourd'hui, il faut à nouveau stopper les attaques patronales, briser l'offensive réactionnaire en ressoudant les rangs des travailleurs.

La division ouvrière, c'est la marche vers la réaction et l'Etat fort. Le Front Unique, c'est toute la situation qui peut être retournée. Non seulement les licenciements et les lock-out seront stoppés, mais il sera possible pour les travailleurs de reprendre l'offensive contre le capitalisme.

Il redeviendra possible d'ouvrir la lutte pour son renversement et l'instauration d'un gouvernement des travailleurs, seule solution contre la gabegie, la misère, la dictature et la guerre.

L'appel à la constitution de Comités d'unité d'action démocratiquement élus par tous les travailleurs, organisés ou inorganisés dans chaque entreprises, chaque quartier, par département et nationalement, ressoudera la classe ouvrière dans le combat contre l'offensive bourgeoise.

Tous unis, la victoire est possible.
Halte aux lock-out!
Halte à la répression anti-ouvrière!
Front Unique de tous les travailleurs!

Le 3 janvier 1950.

Le Bureau Politique du P.C.I.

LE 6me CONGRES DU P. C. I.

LE VIe Congrès du P.C.I. tiendra ses assises à la salle Lancry du 14 au 17 janvier 1950. Les délégués démocratiquement élus par les cellules du parti, viendront y discuter de la situation économique et politique mondiale et française, de l'évolution des pays du glacis et plus particulièrement de celle de la Yougoslavie et déterminer les tâches du parti.

Le Congres se tiendra sous le signe du renforcement du parti et de la construction de la nouvelle direction révolutionnaire. L'offensive de la bourgeoisie contre la classe ouvrière, la marche vers le pouvoir fort, la préparation de la guerre, rendent plus que jamais décisif le rôle du parti révolutionnaire.

La crise de la société, c'est la crise de la direction révolutionnaire, déclarait la Conférence constitutive de la IVe Internationale en 1938. Toute l'histoire de notre Internationale, toute l'histoire de notre Parti peut se résumer par une lutte constante pour la création de cette nouvelle direction révolutionnaire, de ce nouveau parti marxiste, arme indispensable au renversement du capitalisme et à l'instauration du pouvoir des travailleurs.

Dans ce sens, l'année 1950 ouvre de grandes perspectives à l'avant-garde ouvrière. Malgré ses échecs, la classe ouvrière des pays impérialistes n'a pas été battue décisivement; il reste en elle un très grand potentiel de combattivité. Et le jeune prolétariat des pays coloniaux, allié aux masses paysannes, a, par ses luttes, ébranlé à tout jamais la puissance du capital.

C'est parce qu'une issue révolutionnaire à la crise de la société est encore possible, avant que l'impérialisme ne rejette le monde dans une nouvelle hécatombe, que la crise des partis staliniens du monde entier doit être considérée comme l'événement essentiel de la période.

Un parti communiste ayant le pouvoir d'Etat — le parti communiste yougoslave — a fait la démonstration au prolétariat du monde entier qu'il était possible de rompre avec Staline sans passer dans le camp de la bourgeoisie. Malgré ses calomnies et ses menaces, la bureaucratie du Kremlin n'a pu et ne pourra détruire cette réalité.

Les répercussions du schisme yougoslave, déjà immenses, ne cesseront de grandir. Des milliers et des milliers de militants communistes, des fractions entières de partis communistes se posent aujourd'hui la question de la fidélité à Staline, comme critère essentiel de fidélité au marxisme. Dans cette prise de conscience, le rôle du P. C. I. peut être décisif, car il constitue la pointe avancée du mouvement ouvrier qui, depuis vingt ans, mène le combat contre la dégénérescence stalinienne.

Le VIe Congrès de notre parti saura trouver les formes d'action et d'organisation qui permettront d'opérer la jonction de tous les militants ou courants qui s'affirment ou renouent avec le marxisme-léninisme.

Michèle MESTRE.

LES CHIENS ABOIENT...

M. Virgile Barrel, député du P.C.F., à propos d'une attaque contre David Rousset, a déclaré à la Chambre que les trotskystes, pendant la guerre, disaient aux travailleurs français de partir en Allemagne.

On connaît déjà ce genre de calomnies et les phrases « gauches » sur l'internationalisme dont le P.C.F. se sert actuellement ne l'empêchent nullement de reprendre une accusation qui consistait sous l'occupation à salir le seul parti qui lui, à cette époque déjà, était réellement internationaliste.

Oui, nous avons dit aux travailleurs qui étaient contraints de partir en Allemagne que là-bas aussi ils pourraient lutter contre l'hitlérisme en fraternisant avec les travailleurs allemands. Oui, nous leur avons dit qu'il y avait une autre solution que d'exterminer le « sale boche » et que seule l'action internationale du prolétariat pourrait donner à cette guerre une issue favorable à la classe ouvrière.

Et cela, nous le referons demain si la guerre que l'impérialisme prépare doit éclater. Oui, nous ne nous rangerons jamais, même au nom de la défense de l'U.R.S.S., dans un camp bourgeois contre un autre. Oui, nous appellerons en toute circonstance, y compris en temps de guerre, les travailleurs à s'unir au delà des frontières pour poursuivre leur propre lutte jusqu'au renversement définitif de la bourgeoisie.

M. Rousset lui-même, bien qu'il soit devenu définitivement un ennemi de la classe ouvrière et par conséquent du trotskysme, a dû remettre les choses au point. Il a rap-

M. CORVIN.

(Suite page 3)

ACCORD COMMERCIAL ANGLO-YOUGOSLAVE

LE 26 décembre était signé un accord commercial entre la Yougoslavie et l'Angleterre. Cet accord, conclu pour cinq ans, prévoit un échange de marchandises atteignant de part et d'autre une valeur de 100 millions de livres sterling.

L'Angleterre fournira des matières premières textiles, du caoutchouc, des machines.

En échange, la Yougoslavie fournira du bois, des minerais, du maïs.

ALERTE A SOFIA. — Attention, c'est le chat du Consulat yougoslave! (publié par Tanjug du 10 décembre 1949)

Cette opération de troc est complétée par l'attribution d'un crédit de huit millions de livres sterling par l'Angleterre à la Yougoslavie, crédit destiné à l'achat de marchandises.

En revanche, la Yougoslavie s'engage à indemniser en huit ans les anciens biens yougoslaves en Yougoslavie, ce qui représente une somme de 506.000 livres sterling.

Cet important accord a soulevé l'indignation de la presse stalinienne qui accuse Tito de « passer à la caisse » pour « toucher les 30 deniers de la trahison ».

Laissons les stupides calomniateurs faire leur métier habituel et essayons de comprendre la signification et les conséquences de ces accords.

1° Ces accords sont nécessaires à la Yougoslavie

Aucun pays ne peut vivre en *autarcie*, c'est-à-dire isolé du marché mondial. La seule réalité économique actuelle est le marché mondial et ni la Yougoslavie, ni les pays du glacis, ni l'U.R.S.S. ne peuvent s'en abstraire.

La Pologne, la Tchécoslovaquie et l'U. R. S. S. elle-même sollicitent de tels accords avec l'impérialisme. Certains sont en cours d'exécution.

La nécessité d'échanges économiques avec l'impérialisme s'est accrue pour la Yougoslavie du fait du blocus économique dont elle est victime de la part des pays du Kominform. La vertueuse « Humanité » semble l'ignorer.

2° Ces accords sont basés sur l'échange de marchandises

Et non sur l'investissement de capitaux. Autrement dit, ils ne portent pas atteinte à l'« indépendance » de l'économie yougoslave. C'est avant tout un troc. Nous savons au contraire que pendant la N.E.P. (à partir de 1921), la Russie de Lénine dut recourir à l'importation de capitaux et aux concessions de mines russes, au capital étranger.

Lénine fut le plus ardent défenseur de ces concessions dangereuses, mais indispensables à cette époque.

3° Ces accords n'entament pas la structure de l'économie yougoslave

Ils n'entraînent nulle amputation aux nationalisations de l'industrie (totales) ou du commerce (quasi-totales).

Tout au contraire, les accords sont inspirés par la volonté yougoslave de *réaliser le plan quinquennal et le programme d'industrialisation du pays, malgré le blocus kominformiste.*

FAVRE.

(Suite page 3)

CAMARADE

qui a reçu ce numéro gratuitement à titre de propagande, abonne-toi

ACTION OUVRIÈRE CONTRE LA GUERRE DU VIET NAM

LES marins et les dockers de Brest ont appelé tous les travailleurs de la ville et plus particulièrement de l'Arsenal et la Pyrotechnie de Saint-Nicolas à se solidariser à leur action contre la guerre du Viet-Nam en refusant de fabriquer du matériel de guerre

Le Bureau Fédéral des Sections de jeunes cheminots (C.G.T.) a déclaré que ses adhérents participeraient activement à la lutte par l'arrêt de l'envoi du matériel de guerre.

Les dockers de Dunkerque ont décidé également de ne plus charger d'armes pour l'Indochine. Dans le port, deux navires qui devaient se rendre en Indochine sont restés en instance de chargement. Les dockers ont exigé que l'Union Maritime et Commerciale fasse connaître régulièrement à leur Syndicat le contenu des colis à destination d'Indochine. Ils ont rappelé qu'ils restent fidèles à leurs traditions d'internationalisme et que déjà en 1920, ils avaient refusé de charger du matériel destiné à la guerre que menait l'impérialisme mondial contre le peuple russe.

La campagne contre la guerre colonialiste s'intensifie. Des couches de plus en plus larges de travailleurs y participent

L'EFFICACITÉ

par Pierre FRANK

C'EST vrai, la politique du P.C.F. n'est pas juste et la vôtre est théoriquement impeccable, nous disent des militants du parti stalinien, mais nous avons une organisation efficiente, tandis que la vôtre, peu nombreuse, arrive péniblement à publier régulièrement son journal. Chez nous, même quand il y a des moments difficiles à passer, on réalise quelque chose, tandis que vous, vous ne pouvez guère sortir du domaine d'une propagande étroite. Dans la question d'Indochine, votre critique de notre politique passée est juste, mais quelle action avez-vous pu mener à l'époque? Et maintenant que notre parti s'y met, voyez ce qu'il peut faire...

Nous aurions mauvaise grâce à contester certains faits; nous savons que nombre de militants du parti stalinien hésitent à rompre avec lui et à s'organiser ailleurs par raison « d'efficacité ». Mais leur façon de voir, répondons-nous, est très superficielle; elle consiste à raisonner en épicier qui voit, d'une part, une vaste administration qui fait des profits, même avec du coulage, et, d'autre part, une petite échoppe mal achalandée. Il est inconcevable de traiter du rôle du parti révolutionnaire d'une telle façon. Plus précisément, nous touchons là du doigt une des révisions essentielles du marxisme par les staliniens. Pour eux, l'émancipation des travailleurs n'est plus l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, mais celle du parti. La classe n'intervient que comme une masse de manœuvre habilement utilisée par l'organisation du parti. La classe n'a plus de force propre — il ne s'agit pas, bien entendu, de sa force matérielle dans les combats, mais de sa pensée politique. Le parti est rendu indépendant de la classe ouvrière, il pense et décide pour elle; « l'efficacité » du parti commence par se manifester dans les organisations de masse en y faisant adopter d'une façon ou d'une autre la ligne du parti. Quand on part de ce point de vue, il va de soi que le problème de la révolution devient un problème de pure organisation; il suffit de mettre au point la machine, l'appareil le plus efficient. Et cette théorie se développe avec sa logique propre: pourquoi se borner à dénier la pensée politique à 90 % de la classe ouvrière et laisser la décision à 10 % seulement de celle-ci? Pourquoi pas d'autres proportions? Et ces 10 % ou ces 5 % de la classe ouvrière finissent, eux aussi, par ne plus avoir à penser et à décider, mais à « organiser » ce qu'un

Numérisation CERMTRI

cénacle de plus en plus restreint découvre dans son incomparable sagesse... Et on aboutit ainsi à la célébration du 70e anniversaire de l'être parfait auquel aucun Dieu ne saurait se comparer.

Les staliniens ont poussé au comble de l'odieux et du ridicule la conception de l'appareil destiné à faire le bonheur des masses ignorantes, mais ils n'en sont pas les inventeurs. Dans cette notion révisionniste, ils ont été précédés par la bureaucratie réformiste social-démocrate et syndicale. Vous le savez bien, camarades du P.C., que l'ancienne machine de la social-démocratie allemande, celle du P.S. autrichien, celle du Labour Party britannique, celles de l'A. F. L. ou du C.I.O. ne manquent pas « d'efficacité ». Vous savez même que, dans certains cas, ces machines « efficaces » ont mené des batailles contre des capitalistes. Comment expliquer autrement que des millions de travailleurs restent attachés à ces directions pendant des dizaines d'années? Comment expliquer autrement l'autorité d'un Lewis sur les mineurs américains?

Nous, trotskystes, ne faisons pas de notre faiblesse numérique une vertu; nous savons l'importance d'une organisation solide et nous nous efforçons de renforcer la nôtre — et elle se renforcera d'autant plus aisément que nous serons plus nombreux; mais nous disons aux militants révolutionnaires impressionnés par « l'efficacité » des grandes organisations réformistes et staliniennes: cette « efficacité » qui trouve le moyen de s'exercer avec succès contre les petites minorités révolutionnaires, se montre déjà plus embarrassée à l'égard des fortes poussées ouvrières, mais elle finit toujours par échouer contre la bourgeoisie. Rappelez-vous les fortes organisations ouvrières allemandes d'avant 1933, regardez le chemin que vous avez parcouru depuis 1944-45. L'appareil — et par suite tout parti qui, comme le parti stalinien, repose sur l'appareil et dont l'action est déterminée par les intérêts de celui-ci et non par ceux de la classe ouvrière — n'a pas de force propre; aussi parvient-il trop souvent à sacrifier les intérêts de la classe ouvrière, mais c'est toujours le capital qui l'emporte et sur l'appareil et — ce qui est pis — sur la classe elle-même. « L'efficacité » d'un appareil dont les intérêts sont distincts et opposés à ceux des travailleurs, en dépit de quelques succès passagers, partiels qu'il leur apporte quelquefois, les travailleurs la payent en fin de compte avec leur propre peau, dans les guerres ou sous la botte fasciste.

Il n'y a pas d'efficacité réelle en dehors du programme de la révolution mondiale. Malgré tous les appareils et toutes les répressions, le trotskysme, proclamé mort des dizaines de fois, s'est toujours montré renaissant, et ce, en dépit de sa faiblesse organisationnelle extrême. Quelle organisation autre que la nôtre aurait pu subir les monstrueux « procès de Moscou », des provocations innombrables et non seulement survivre mais sortir renforcée? Privé des moyens d'action de la période présente (journaux à grand tirage, radio, etc.), le trotskysme apparaît néanmoins sur les points du globe. Quand les masses bougent et échappent à la tutelle des vieilles directions, le monde capitaliste crie au trotskysme. Ce sont les mots d'ordre du programme de transition des trotskystes (minimum vital, échelle mobile, contrôle ouvrier, etc.) honnis par tous les appareils « efficaces » trois ou quatre années auparavant que ceux-ci sont obligés de reprendre sous une forme ou sous une autre quand ils veulent conserver le plus longtemps possible leur emprise sur les grandes masses. Ce sont aussi des morceaux du programme trotskyste qui s'imposent aux communistes yougoslaves se frayant une voie indépendante du Kremlin après avoir rompu avec celui-ci.

Cette « efficacité » du trotskysme et « l'efficacité » des formations staliniennes sont de deux natures différentes, inconciliables.

Rompre avec le P.C.F. et se joindre à la petite organisation trotskyste, ce n'est pas quitter une organisation « efficace » pour une organisation impuissante, c'est renoncer à servir une bureaucratie qui mène les travailleurs à la catastrophe pour servir le seul programme dont l'efficacité s'est vérifiée contre le monde capitaliste, le programme du bolchevisme.

Pierre FRANK.

PERMANENCES DU PARTI

PARIS

La permanence se tient le jeudi de 17 h. à 19 h. et le samedi de 16 h. à 19 h., 19, rue Daguerre, Paris (14e) (au fond de la cour). Tél.: Suf. 62-31.

CLERMONT-FERRAND

Adresser correspondance à Gérard Bloch, 72, boulevard Gambetta, à Chamalières (Puy-de-Dôme).

BREST

Jean Leostic, Issi, 12, Petit-Paris.

QUIMPER

Ecrire à Yvonne Cariou, 30, rue Jules-Noël, Quimper.

NANTES

La Vérité est vendue le dimanche matin au marché du Bouffay, par les militants du P.C.I.

Nous nous excusons de ne pouvoir publier in extenso la liste des permanences.

Le Gérant : JULIA
Imp. Spéc. de "LA VÉRITÉ"

LE 6e CONGRÈS DU P. C. I.

Le VIe Congrès National du Parti se tiendra à Paris, salle Lancry, 10, rue de Lancry (Métro République), les 14, 15, 16 et 17 janvier 1950.

L'ordre du jour proposé par le Comité Central est le suivant:

— Samedi 14, de 9 heures à 19 heures: Rapport de politique générale.
— Dimanche 15, de 9 heures à 19 heures: Rapports sur l'évolution des pays de l'Est Européen, la question yougoslave.
— Lundi 16, Rapport d'activité et construction du Parti. — Le Parti révolutionnaire et la Jeunesse.
— Mardi 17, Réunion des Commissions. — Rapport des Commissions en séance pleinière. — Election du Comité Central.

Tous les militants du Parti à jour de leur cotisation peuvent assister au Congrès.
Les délégués de province doivent réclamer un titre de voyage (réduction S.N.C.F. 20 %).
Une permanence sera assurée vendredi 13 jusqu'à 20 heures, aux sièges du Parti.

Simone LEGALL

Notre camarade Sim vient de mourir accidentellement à l'âge de 34 ans.

Brestoise d'origine, la camarade Sim adhéra au Parti pendant la guerre, au début de la période de clandestinité. Institutrice au petit hameau de Saint-Thois, elle répondit à l'appel des camarades de la

région brestoise pour lutter contre le fascisme et aider à la pénétration de nos idées parmi les travailleurs enrégimentés dans l'armée allemande.

Après la « libération », en 1947, elle vint habiter dans la Région parisienne, faisant de lourds sacrifices matériels, participe à l'Administration de « la Vérité ».

Sa sensibilité très fine, sa compréhension des problèmes humains faisaient de Sim une camarade pleine de tact, une sœur.

Nombre de membres du parti sont venus à ses obsèques lui adresser leur souvenir ému et témoigner à son compagnon, le camarade Dural, de la sympathie de toute l'organisation dans son épreuve si douloureuse.

Le père de Van Hulst n'est plus

Le père de notre camarade Van Hulst qui tomba en luttant vaillamment en 1944 vient de mourir après une longue maladie. L'aide prolétarienne apportée par nos camarades n'a pu le sauver. Nous continuerons de manifester à la mère de notre camarade, qui reste seule, toute notre aide et notre sympathie révolutionnaire.

SOUSCRIPTION SIM

1re liste (parvenue au Secrétariat National avant le 31-12): Renault (cellule Trocelle), 2.350; Cellule Chausson, 1.900; Banlieue Sud, 2.550; Renault (Cellule Machine), 1.800; S., 550; Dutet, 500; J. David, 500; Cheramy, 1.000; Mar. Met., 300; Dréan, 100; Martin, 100; Le Sen, 300. — Total: 11.950 francs.

SOUSCRIPTION VAN HULST

Cellule Paris 5e, 300 fr.: M. R., 1.000; L. Schwartz, 2.000; Martin, 100; Banlieue Sud, 100; L. (Néris-les-Bains), 300; Scali, 100; Brest, 1.000. — Total: 4.900. — Total général: 10.925.

SOUSCRIPTIONS
des "Amis de la Vérité"

Région Parisienne: Cellule Markine: carte n° 1041, 250 fr.; n° 1039, 200. — Pottier 13e: un ami de la V., 300; Cel. 18e: un ami de la V., 1.000.

Brest: carte n° 2805, 50; n° 2393, 100; n° 2102, 100; n° 2762, 100.

Souscriptions directes: un étudiant, 300; Saigon, 1.700; Privas, 500; Travailleurs Vietnamiens, 1.000; Belgique, 700.

TOTAL: 6.300 francs.

CAMARADE ABONNÉ dont l'abonnement est terminé ou va arriver à échéance, réabonne-toi sans attendre que nous te le demandions.

MILITANT TROTSKYSTE, qu'as-tu fait pour la campagne d'abonnement cette semaine?

POUR LES 900 ABONNÉS

Un nouvel effort est nécessaire

Au 31 décembre, l'objectif de notre campagne est loin d'être atteint.

Pourtant de gros progrès ont été faits par certaines régions.

Le Rhône, le Puy-de-Dôme, l'Hérault, l'Ardèche ont atteint et parfois dépassé leur quota.

Dans la Loire-Inférieure, nos camarades de Couëron prennent un départ tardif, mais prometteur avec sept abonnements. La Bretagne continuera régulièrement, les Bouches-du-Rhône aussi. De nombreux anciens abonnés ont répondu à un appel lancé directement par l'administration. Même des camarades très isolés comme dans le Nord ou la Meurthe-et-Moselle s'y mettent.

Mais par contre, certaines régions qui avaient pris un bon départ ralentissent. La Région Parisienne est tombée en léthargie. A Saint-Etienne, Montbrison, à Lille, l'Arbresle, c'est à peine si on a l'air de savoir qu'il y a une campagne.

Résultat: malgré l'effort considérable de certains camarades, la réalisation du quota est toujours faible. En conséquence, si cette situation continue, la situation financière de notre journal va devenir alarmante.

Appliquant la décision du dernier Comité Central, le Bureau Politique vient de décider de prolonger la campagne jusqu'à fin janvier.

Il faut absolument, pendant ce mois, rattraper notre retard.

Le Bureau régional parisien vient de décider que pendant ces quatre semaines, dans chaque cellule au moins une visite de sympathisant non abonné par adhérent devrait avoir lieu chaque semaine.

De semblables décisions doivent être prises partout. Il faut qu'à notre Congrès national, les délégués de province puissent annoncer des résultats intéressants; il faut aussi que la Région Parisienne prouve à ces camarades qu'elle n'est pas à la remorque.

Nous faisons dès ce numéro un service de propagande à de nombreuses adresses qui nous ont été communiquées. Les camarades qui le reçoivent doivent s'abonner sans tarder.

Dans la situation actuelle, le développement de la diffusion des positions révolutionnaires a une importance capitale. Faire réussir cette campagne, aider « la Vérité » à accroître son rayonnement, c'est une des tâches les plus importantes pour tous les militants de l'avant-garde.

L'ADMINISTRATEUR.

DANS LA LOIRE

LA POLITIQUE DE LA MAIN TENDUE

Depuis plusieurs semaines, une réunion publique était annoncée comme devant se tenir à la Bourse du Travail de Saint-Etienne sur la « liberté scolaire ». Cette réunion, qui eut lieu le dimanche 18 décembre, à 14 heures, était organisée par les Associations de Parents d'élèves de l'école libre.

Les laïcs de la Loire considérèrent que les A.P.E.E.L., y voyaient un peu fort dans leur désir d'obtenir une subvention de l'Etat pour leurs écoles et ils estimèrent qu'il y avait là une véritable provocation. Le Bureau de la Fédération des Œuvres laïques de la Loire décida de profiter de la présence à Saint-Etienne d'Albert Bayet venu pour le Congrès de la Fédération, pour que celui-ci apporte la contradiction à la réunion des cafonnes. Il fut également décidé de convier le plus grand nombre de laïcs à assister au meeting afin de soutenir l'orateur.

Mais le samedi, veille de la réunion, dans la presse locale, paraissait un avis appelant les laïcs, le dimanche 18 décembre, à 15 heures, à assister à une réunion de protestation, dans une salle de patronage laïc. On voulait, sans nul doute, empêcher les camarades d'assister à la réunion des A. P. E. E. L.

Que s'était-il passé? Tout simplement qu'entré temps, le Kominform et Thorez avaient lancé un vibrant appel en faveur de la main tendue aux catholiques. L'appel fut entendu par les dirigeants staliniens des Œuvres laïques, qui retournèrent rapidement leur veste.

Les Secrétaires du Syndicat des Instituteurs élevèrent durant le Congrès des Œuvres laïques une véhémente protestation. Ils s'étonnèrent du changement d'attitude des staliniens.

L'unité d'action pour les revendications, pour la lutte contre le patronat doit se faire avec les ouvriers catholiques, comme avec les autres; mais elle ne doit pas empêcher le combat contre les Associations cléricales, comme les A.P.E.E.L., composées d'ailleurs en majeure partie de bourgeois et de patrons.

Les Secrétaires du Syndicat des Instituteurs furent d'ailleurs approuvés par l'ensemble des laïcs. Ils obtinrent qu'une délégation se présentât à la Bourse du Travail. Mais cette délégation ne fut pas reçue; les grilles de la Bourse furent fermées par les cléricaux pour empêcher l'accès de l'édifice municipal aux instituteurs. Il est certain que cet échec résulte du manque de méthode dans la préparation de la demande de parole.

Il ne restait plus aux staliniens qu'à s'en réjouir. Ils le firent, le lendemain, dans leur quotidien sous la forme suivante:

« *MM. Buard, Perrichon, Conseillers municipaux communistes, étaient contre cette initiative (aller porter la contradiction), soucieux de ne pas tomber dans la provocation tentée par la majorité R.P.F. du Conseil municipal qui accorda aux A.P.E.E.L., la salle de la Bourse du Travail, dans l'espoir de dresser les travailleurs les uns contre les autres.* »

Comme si on pouvait s'étonner que les R.P.F. accordent une salle à leurs amis curetons! et comme ce langage rappelle singulièrement celui des socialistes de 1934 qui s'opposaient à la bagarre contre les fascistes!

Mais continuons:

M. Buard notamment déclarait:

« *Nous ne pouvons nous prêter à cette manœuvre de division fomentée au moment où les travailleurs de toutes opinions s'unissent contre le patronat et le gouvernement de guerre.* »

Union avec les patrons des A.P.E.E.L., avec Mgr Ancel qui est venu récemment parler à la Bourse du Travail de Saint-Etienne et qui fut approuvé par un dirigeant de la C.G.T.

Ce nouveau tournant des staliniens à Saint-Etienne n'a pas été avalé par un grand nombre de laïcs du département. Des gars étaient venus au Congrès laïc avec l'espoir d'aller au meeting clérical. Ils ne cachaient pas leur déception:

« *Pourquoi tant de phrases sur l'école laïque, et quand les tenants de l'Enseignement libre manifestent avec tant d'audace, nous dégonflons-nous?* », disait un camarade.

Ce camarade n'a pas encore compris que lorsque les staliniens font le front unique avec les ennemis de la classe ouvrière, à chaque fois, ils abandonnent tout droit de critique. On l'a vu en 1936, avec les radicaux, dont on portait les torchons tricolores; on l'a vu dans la période de guerre, quand il s'agissait de défendre la « liberté » avec les « grandes démocraties » qu'étaient les U.S.A. de Roosevelt, la Grande-Bretagne de Churchill, la France de de Gaulle...

Mais ce nouveau tournant aura, dans le département, d'importantes conséquences. La Fédération des Œuvres laïques est une des plus grosses Fédérations de France. Nombreux seront les militants staliniens, laïques depuis l'enfance, qui se poseront des questions.

UN CORRESPONDANT.

Une pièce révolutionnaire :

HELOISE ET ABELARD

Il faut aller voir cette excellente pièce, probablement, si l'on excepte La Putain Respectueuse *de Sartre, une des seules œuvres authentiquement révolutionnaire jouée sur les scènes françaises depuis la guerre. On a reproché à Roger Vailland d'avoir arrangé l'histoire à sa façon* (1)*; on l'a aussi reproché, dans son temps, à l'auteur du* Cid. *Que nous importe? Le public n'est pas archéologue. La pièce l'intéresse, en ce qu'elle est actuelle; en ce qu'elle est, comme l'auteur l'a voulu, un épisode de la lutte pour la liberté de conscience et la recherche désintéressée de la vérité, contre le dogme catholique et contre tous les dogmes; de la lutte, aussi, pour une société où « les hommes construiront pour tous les hommes ». A l'arrière-plan, les citoyens des communes libres — les « communards » — mènent contre la féodalité un combat qu'exprime Abélard dans le langage philosophique de l'époque.*

Si vous aimez les curés, n'allez pas voir Héloïse et Abélard. *Ecoutez-les plutôt crosser! Le R. P. Mauriac, en sa chaire du* Figaro, *a tonné contre la pièce. M. Paul Claudel, l'actionnaire bien connu des mines Gnome et Rhône, a écrit à Jany Holt, qui interprète avec conviction le rôle blasphématoire d'Héloïse; il la supplie, pour le salut de son âme, d'aller chercher du travail ailleurs.*

Roger Vailland, par la bouche d'Héloïse, n'a-t-il pas dénoncé le double esclavage — social et religieux — des misérables manœuvres qui, forgeant leurs propres chaînes, élevèrent les cathédrales, au prix de leur sueur et de leur sang? Aussi, dans l'Huma, le R. P. de service, s'il se montre plus modéré que ses confrères (Roger Vailland n'est-il pas un auteur « progressiste » qu'il faut ménager... pour le moment), n'a pu néanmoins s'empêcher de rappeler à ce dernier l'Evangile selon Saint Maurice, apôtre de la Main Tendue, qui a dénoncé en son temps la « légende du sombre Moyen Age » et proclamé article de foi l'« enthousiasme des artisans qui édifièrent les cathédrales ». Que Marx et Engels fussent des tenants de la « légende », cela ne gêne pas le Fils du drales, ils n'ont plus voix au chœurs.

L'interprétation de la pièce est bonne en Peuple; quant aux constructeurs de cathédrales, Jean Marchat exprime le personnage ignoble, et pourtant si réel, de Fulbert, d'une manière inoubliable pour tous ceux qui l'auront vu.

Allez aux Matherins, vous passerez une bonne soirée, et, s'il prend fantaisie aux corbeaux de crosser dans la salle, vous serez là pour leur fermer le bec.

C. B.

(1) Il lui est d'ailleurs fidèle quant à l'essentiel, c'est-à-dire à la signification historique du drame qu'il dépeint. Tous les critiques, même favorable à la pièce, lui ont reproché d'avoir peint un Abélard hésitant et une Héloïse résolue, ces messieurs ne peuvent sans doute admettre qu'une femme joue un rôle autre que subordonné. C'est pourtant la stricte vérité historique: ceux qui en doutent pourront se reporter à la biographie d'Héloïse, d'Eric Mc Leod.

LE RÉVEILLON
des Amis de "La Vérité"

A 22 h. 30, le samedi 31 décembre, les premiers couples commençaient, timidement encore, à inaugurer la vaste piste de danse du patronage laïque du 15e où devait se tenir le Réveillon des « Amis de la Vérité ».

Les vastes proportions de la salle, les arrivées toujours plus nombreuses de camarades, déroutaient un peu certains habitués des petites fêtes que furent nos réveillons des deux années précédentes. Puis, l'atmosphère se réchauffant peu à peu sous l'effet de la danse, de la joie de se retrouver ensemble... et du bon vin servi au Buffet, c'est dans une ambiance de joyeuse cordialité que fut franchi, dans une lumière atténuée, le traditionnel passage à l'année nouvelle, chacun souhaitant qu'elle marque un pas en avant dans la lutte que nous menons pour l'avènement d'un monde à jamais délivré du capitalisme.

Et c'est dans une atmosphère toujours plus joyeuse que se déroula alors cette grande fête de famille des amis du journal révolutionnaire.

De danses en attractions, la nuit passa sans une minute d'interruption, les camarades prenant juste le temps de restaurer hâtivement leurs forces au bar bien fourni, dont les serveurs et serveuses bénévoles avaient bien de la peine à répondre aux assauts continuels dont ils étaient l'objet. Mais la bonne humeur et l'optimisme aidant (et aussi la dextérité magnifique de notre infatigable ami Georges, maître barman), tout se passa bien.

Les distractions artistiques étaient de premier ordre, et les « surprises agréables » annoncées sur les invitations, furent accueillies dans l'enthousiasme.

Notre camarade Roger Blin apporta son très grand talent dans des poèmes de Baudelaire et d'Apollinaire.

Ce fut notre amie Suzanne Girard qui enchanta l'auditoire par la beauté de sa voix, son talent et sa simplicité, et que les camarades eurent bien de la peine à laisser redescendre de l'estrade.

Puis « l'Opéra des Girafes » de Prévert, qui, présenté en spectacle de marionnettes par nos camarades Roger et Mireille Foirier « et leur troupe », fut une réussite parfaite. Par le talent des conteurs, la qualité de la présentation, le jeu des marionnettes, le jeu des couleurs et la perfection des ballets, ce spectacle fut un régal dont tous les camarades demeurèrent ravis.

Enfin ce fut notre ami Créaus qui, à 5 h. 30 du matin, éblouit les camarades par ses imitations et la verve de ses improvisations, et qui se surpassa lui-même dans une parodie de contradiction électorale, terminant ainsi le spectacle dans l'enthousiasme général.

Dans l'intervalle, une loterie comprenant de nombreux lots, et tirée dans la bonne humeur générale, avait permis à une heureuse camarade de gagner un magnifique volume des Editions du Pré aux Clercs: « La Dame de Pique ».

Ce n'est que vers 6 heures du matin que les camarades se décidèrent, tout en chantant des chants ouvriers, à quitter à regret cette excellente nuit de réveillon.

Et tous seront ravis d'apprendre ici que leur participation joyeuse a permis d'apporter une aide financière importante au Parti révolutionnaire, qui mène inlassablement la lutte contre tous les ennemis de la classe ouvrière.

CE REVEILLON DES AMIS DE « LA VERITE » MARQUE LE DEBUT D'UNE EXCELLENTE TRADITION.

S. MINGUET.

L'abondance des matières nous oblige à reporter au prochain numéro la suite de l'enquête de Duret sur les travailleurs nord-africains.

Le prochain numéro de "La Vérité" paraîtra le
27 JANVIER 1950

Numérisation CERMTRI

L'Indépendance Indonésienne

A peu de jours d'intervalle, la naissance des Etats Unis d'Indonésie a été proclamée et l'administration française a « transféré » ses pouvoirs à Bao-Dai. Depuis 1945, le Viet-Nam et l'Indonésie suivent une évolution parallèle qui reflète, d'une part, la déchéance irrémédiable des vieilles puissances coloniales qui peuvent encore gagner quelque délai, mais sont incapables d'éviter l'effritement de leurs empires; d'autre part, l'aspiration invincible des peuples opprimés à conquérir leur indépendance et leur liberté.

L'effondrement du pouvoir de Tchang Kai Chek en Chine et la victoire éclatante des armées de Mao Tse Tung a été le coup le plus grave asséné à l'impérialisme mondial dans ces dernières années. L'établissement de la « souveraineté nationale » au Viet-Nam et en Indonésie est en rapport direct avec les événements de Chine. Ce rapport à lui seul suffit à dévoiler le caractère de manœuvres de ces décisions que l'on veut présenter comme témoignage de la générosité et du libéralisme des impérialismes anciens ou nouveaux.

L'indépendance indonésienne qui dépasse de très loin les concessions accordées à Bao-Dai, est l'œuvre de l'intervention très directe et très pressante de Washington. La République des Etats Unis d'Indonésie reconnue « comme un Etat indépendant et souverain » a pour tuteur l'impérialisme américain. L'indépendance accordée s'apparente énormément au système du Commonwalth britannique. Les troupes néerlandaises doivent être évacuées dans les six mois. Elles sont d'ores et déjà concentrées dans quelques garnisons. Elles peuvent être, toutefois, incorporées dans l'armée républicaine.

Sur le plan économique, la République reconnaît les droits et concessions accordés à la Hollande. Elle s'engage à ne procéder à des nationalisations et des expropriations « que dans l'intérêt général » et avec des indemnités pour les propriétaires.

Il est à remarquer que l'Assemblée Représentative Populaire comprendra 50 sièges pour les républicains et 100 pour les fédéralistes. Par fédéraliste, on entend les mouvements fantoches autonomistes que l'impérialisme néerlandais avait suscité dans les diverses îles, s'appuyant pour cela sur des éléments féodaux corrompus et des créatures diverses, afin d'isoler et d'étrangler le mouvement de résistance dont Java est le centre névralgique. De sorte que le gouvernement actuel des Etats Unis d'Indonésie est l'association des fantoches et des dirigeants modérés de la résistance. Grâce aux concessions substantielles obtenues par l'entremise des U. S. A., cette coalition espère venir à bout du fort mouvement de guerilla dirigé par des éléments musulmans et par le parti de Tan Malakka qui occupe plusieurs régions dans l'Est et l'Ouest de Java. On espère que l'appoint des nombreux dollars promis sera décisif dans la lutte et permettra d'asseoir le pouvoir de la bourgeoisie indigène.

Les prévisions impérialistes quant au Viet-Nam sont empreintes d'un optimisme moindre. La proximité de la Chine rend fort stérdles les manœuvres impérialistes. La victoire de Mao Tse Tung a encore renforcé la position de Ho Chi Minh et rend illusoire la tentative de détacher l'aile bourgeoise et petite bourgeoise de la résistance, tâche que l'on assignait à Bao-Dai.

Les clauses, bien plus favorables que celles accordées à Ho Chi Minh dont la France a fait bénéficier l'ex-Empereur, paraissent dérisoires et ridicules à présent en fonction des espoirs que fait naître dans les masses la troisième révolution chinoise et comparativement à l'indépendance indonésienne qui, elle aussi, vient aggraver la position de l'impérialisme français.

Même dans la bourgeoisie jusqu'auboutiste et cocardière, l'opinion se répand qu'il faut quitter l'Indochine. C'est une grande enquête menée dans « l'Aurore » qui conclut récemment: « Il faut cesser la lutte en Indochine!... Il faut quitter l'Indochine... N'attendons pas que l'on nous chasse. Partons tant que nous pouvons encore partir librement. » Ce à quoi répond, dans la colonne voisine, l'inénarrable Bénazet: « Cesser la lutte? Non! Sauf dans un cas: si les Américains refusent de nous épauler... Puissent-ils (les Américains) sauver notre Indochine dont l'abandon enflammerait aussitôt les nationalistes africains et semerait le glas de toute l'Union Française! »

Vous voyez d'ici l'oncle Sam défendant gracieusement l'Indochine et reconmmodant l'Empire français ébréché. A ce jeu, l'impérialisme français sortira inexorablement perdant à tout coup et sur tous les plans à la fois.

L'impérialisme panbec a du moins compris, quant à lui, que l'ère des expéditions coloniales est irrévocablement close. C'est en hissant au pouvoir les faibles bourgeoisies indigènes et en s'appuyant sur elles qu'il compte pouvoir entraver le mouvement émancipateur des peuples et se gagner de nouveaux marchés. C'est la stratégie du dollar qui a la singulière vertu de transformer la guerre colonialiste en guerre civile. Voilà l'exacte signification de l'anti-colonialisme américain qui ne peut tromper aucun combattant anti-impérialiste digne de ce nom.

Soulignons en tout cas que, contrairement à l'Europe où la contre-offensive capitaliste se trouve en plein développement, l'Asie est loin de voir son élan révolutionnaire brisé. L'arène de la lutte s'est élargie sous l'impulsion de la situation chinoise. L'impérialisme américain en est réduit à riposter au hasard, en tâtonnant. Ni en Indonésie, ni à plus forte raison au Viet-Nam, il n'a encore réussi à établir son fameux barrage contre le communisme. L'initiative reste aux masses.

A. DURET.

LES CHIENS ABOIENT...

(Suite de la page 1)

pelé que, pour cette lutte internationaliste, de nombreux militants trotskystes sont tombés, de nombreux autres ont été déportés. Il a même rappelé qu'il avait été arrêté et déporté parce qu'il était soupçonné d'avoir participé à un travail de propagande internationaliste dans l'armée allemande.

Mais en même temps, en bon sénégat, tout en se parant d'un passé révolutionnaire, il a été assez « imprécis » sur sa rupture avec le trotskysme pour ne pas avoir à dire que cette action était celle du P.C.I. Tout comme dans son livre, « les Jours de notre mort », il a « omis » de dire que les camarades arrêtés avec lui étaient des trotskystes et notamment Marcel Hic, Secrétaire du P. C. I. et responsable de « La Vérité » clandestine, qui devait par la suite mourir à Dora.

Mais la presse bourgeoise n'a pas été dans cette affaire moins ignoble que les calomniateurs staliniens.

Le communiqué, correct quoique prudent, de M. Rousset a été tronqué de telle façon que sa réponse tenait dans le seul fait qu'il disait n'avoir jamais écrit dans « La Vérité », ce qui impliquait que celle-ci avait bien encouragé les travailleurs à partir en Allemagne.

Cette petite saloperie fut particulièrement signalée dans « Le Monde ». Ces Messieurs de la presse bourgeoise, quand ils attaquent le stalinisme, veulent que ce soit au profit de la réaction. Mais ils s'hésitent pas à reprendre les calomnies mêmes du stalinisme pour empêcher les travailleurs, dégoûtés par la politique du Kremlin, de rejoindre nos rangs.

M. David Rousset fait d'ailleurs un travail du même genre lorsqu'il prend « Le Figaro » comme tribune pour mener contre les camps de concentration soviétique une campagne qui a pour but d'utiliser au profit de la réaction l'indignation sans cesse grandissante des travailleurs contre les méthodes et la politique du Kremlin.

Mais tout ce beau monde en sera pour ses frais. Staline, sa clique et sa politique seront rejetés par les travailleurs, mais ce ne sera pas au profit de Wall-Street.

Ils se débarrasseront du stalinisme pour accomplir la révolution mondiale et balayeront du même coup et la bourgeoisie et les traîtres et les renégats du mouvement ouvrier.

« LA VERITE » ne se trouve plus dans les kiosques.
Si tu veux être assuré de la lire régulièrement,
CAMARADE, ABONNE-TOI!
PRIX DE L'ABONNEMENT

1 an (24 num.): France	200 fr.
1 an: Colonies, par avion:	
Afrique du Nord	300 fr
A. O. F.	440 fr.
Indochine.	680 fr.
1 an: Etranger	350 fr

LE CULTE DU CHEF SUPRÊME

Le 70e anniversaire de Staline a donné à la bureaucratie soviétique et aux dirigeants des Partis Communistes la possibilité d'un cérémonial si pompeux et si liturgique, qu'il n'a probablement jamais été égalé dans le passé.

Aucun monarque asiatique de l'antiquité, aucun empereur romain, ou même byzantin, aucun Pape, aucun souverain contemporain, aucun héros de l'humanité, n'a jamais été l'objet d'une apothéose comparable à celle de « grand Staline », maître, chef, combattant, théoricien, stratège, savant, etc. « incomparable » littéralement, selon la *Pravda*, « le plus grand génie de tous les Temps ».

Des tirades interminables dans les journaux soviétiques et la presse stalinienne mondiale, énumèrent les qualités innombrables et toutes exceptionnelles de cet « être exceptionnel » et cela dans tous les domaines, y compris ceux des sciences et des arts: le compositeur soviétique Coatskovitch, par exemple, découvrant à son tour le génie musical de Staline, « guide inappréciable des musiciens soviétiques ».

Devant Staline, les figures de Marx et de Lénine eux-mêmes s'estompent et pâlissent.

Skazatis, le Président hongrois, ne dira-t-il pas que Staline a atteint de tels sommets de grandeur qu'il est difficile désormais à l'oeil humain de le suivre?

En réalité, cette fumée d'encens dans laquelle s'enveloppe et s'immatérialise, loin des yeux du commun des mortels, la figure du chef prestigieux, ne rappelle que trop l'adoration des idoles que des oligarchies privilégiées ont imposée aux masses durant l'histoire de l'humanité, afin d'émousser la faculté critique de ces dernières, de détourner leur attention des véritables responsables de leur misère, et de leur cacher ainsi la réalité de la domination exploiteuse et omnipotente, que ces oligarchies représentent.

Le culte de Staline s'explique doublement. D'une part, il exprime la satisfaction réelle des sommets de la bureaucratie soviétique et de celle des Partis Communistes, de l'actuel état des choses en U.R.S.S. et dans le mouvement ouvrier dont ces milieux tirent leurs revenus et leurs privilèges; d'autre part, il révèle la crainte des bureaucrates de tomber en disgrâce et de perdre ainsi cette position privilégiée, crainte qui les pousse à une émulation toute « socialiste » d'adoration servile de celui qui symbolise la puissance du régime bureaucratique en tant que tout.

Pour la bureaucratie stalinienne de l'U. R. S. S. et des Partis Communistes, le culte du chef suprême, symbole de ses intérêts communs, arbitre de ses conflits intérieurs, infaillible, par rapport à tous ses subordonnés qui doivent endosser, le cas échéant, les responsabilités des crimes et des fautes de la bureaucratie, est une nécessité de maintien et de survie.

D'autre part, la fidélité de chacun des membres de la bureaucratie ne peut se mesurer que par sa fidélité au chef qui l'incarne. En conséquence, les bureaucrates à qui mieux mieux s'empressent d'adorer Staline et de louer en diapason ses vertus.

Le caractère d'exagération inouie, qui dépasse réellement le ridicule, de la divinisation de Staline, est le signe infaillible de la maturation avancée du régime bureaucratique en train de pourrir.

Par intérêt et par peur, la bureaucratie resserre ses rangs autour de son chef et crie plus haut que jamais, vante plus outrageusement que jamais ses mérites.

Mais les craquements du régime percent le vacarme de ces profiteurs, et se font de plus en plus extendre.

Le 70e anniversaire de Staline, en apparence apogée de sa puissance, coïncide avec la grande crise du stalinisme qui mûrit par le monde et dont les manifestations en Yougoslavie, dans les autres démocraties populaires et un peu partout dans les Partis Communistes ne sont qu'un avant-goût de ce que l'histoire prépare dans les années à venir, à ce régime d'imposture et de crimes qui trahit les intérêts réels des travailleurs et l'idée même du socialisme.

PABLO.

Le congrès DU PARTI SOCIALISTE UNITAIRE

Il y a deux ans, les leaders réformistes de la S.F.I.O. donnèrent à leur politique anti-ouvrière une forme ouverte et cynique qui les amena à exclure du parti toutes les tendances de gauche. Furent successivement exclus: la majorité des Jeunesses, le groupe Dechézelles (A.S.R.) et les militants qui devaient former le Mouvement, puis le Parti Socialiste Unifaire. S'il avait alors existé un pôle d'attraction révolutionnaire suffisamment puissant, si en particulier un groupe opportuniste n'avait pas cherché à paralyser notre Parti, cette crise de la S.F.I.O. aurait pu être riche de résultats pour la classe ouvrière française. Il n'en a pas été ainsi. Livrées à elles-mêmes, les diverses tendances exclues ont, jusqu'à un certain point, subi un sort parallèle: celui de faire la politique des autres et donc de stagner ou de dépérir. Après avoir paru un moment s'orienter vers la IVe Internationale, les Jeunesses et l'A.S.R. retournèrent dans l'ornière du réformisme par l'entremise du soi-disant « Rassemblement Démocratique Révolutionnaire », et finirent par se désagréger. De leur côté, les socialistes unitaires, sous couleur d'unité d'action, emboîtèrent le pas au stalinisme et ne parent progresser ni en nombre ni en clarté doctrinale.

⁂

Pourtant, à la différence des autres tendances socialistes de gauche, le Parti Socialiste Unitaire comptait dans ses rangs une bonne partie d'éléments ouvriers et quelques dirigeants attachés à leur organisation. C'est pourquoi il commence aujourd'hui à tirer certaines leçons sur le caractère néfaste de son activité passée de satellite stalinien. Son 2e Congrès National des 17 et 18 décembre rend un son tout différent de celui de l'an passé. Tout d'abord, il s'est refusé, par 318 mandats contre 115, à condamner automatiquement la Yougoslavie, comme le voulaient les éléments « inspirés » par la rue Le Peletier. La majorité des militants entend mener sur cette question une discussion démocratique au cours d'un Conseil national extraordinaire, où le problème plus général des rapports entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires sera également débattu. D'autre part, le Congrès a adopté un programme qui le différencie de l'idéologie stalinienne de manière progressive sur plusieurs questions de principe: l'existence d'antagonismes sociaux et d'inégalités en U.R.S.S., la nécessité de la démocratie intérieure dans les partis et les Etats ouvriers, etc...

⁂

On peut donc espérer que l'unité d'action, dont le Congrès a, à juste titre, réaffirmé l'urgence, cessera d'être pour le P.S.U. une pure et simple répétition des thèmes staliniens pour devenir ce qu'elle doit être: un moyen d'unir, dans la clarté des conceptions politiques et des expériences librement échangées, l'ensemble de la classe ouvrière contre l'offensive de ses exploiteurs. Une telle unité d'action ne peut alors s'accommoder d'aucune exclusive contre tel ou tel courant ouvrier, sous prétexte que celui-ci déplaît à Thorez ou à Duclos. L'attitude à venir du P.S.U. envers notre parti, dans tous les cas où une action commune est possible et désirable (anticolonialisme, lutte contre la guerre, pour les revendications, etc...), sera, en ce sens, une importante pierre de touche de sa fidélité à son propre programme. Il reste à savoir dans quelle mesure les dirigeants staliniens demeureront, de leur côté, décidés à l'unité d'action avec un parti qui entend défendre ses conceptions propres. Déjà, « L'Humanité » n'a consacré au Congrès du P.S.U. qu'un entrefilet de six lignes, alors que de nombreux journaux en ont rendu compte en détail.

⁂

Il reste aux socialistes unitaires bien des expériences à faire et bien des problèmes politiques à approfondir. Mais dès aujourd'hui, son évolution doit être considérée avec attention par tous ceux qui ont le souci de bâtir un grand parti révolutionnaire.

L'APPEL DES TROTSKYSTES GRECS DOIT ÊTRE ENTENDU

Le 20 décembre.

Chers camarades,

J'ai lu dans le dernier numéro de « la Vérité » le tragique appel de nos camarades grecs en faveur de leurs militants, membres de la section grecque de la IVe Internationale, internés au camp d'extermination de Makronissos. J'y suis particulièrement sensible, car, comme beaucoup de nos camarades militants du P.C.I., j'ai connu comme interné et déporté politique la « double oppression » dont parlent nos camarades: « Celle de la réaction capitaliste, mais aussi celle de la bureaucratie stalinienne du camp ».

Ces camarades qui « donnent leur vie pour la révolution socialiste », en ce moment même où j'écris tranquillement dans ma chambre, en sécurité comme vous qui me lisez, sont l'honneur et la gloire de la IVe Internationale et de la classe ouvrière tout entière.

Je suis sûr que chaque militant du P.C.I., chaque sympathisant, chaque lecteur de « la Vérité » se fera un devoir de leur venir en aide. Qu'ils soient convaincus que, de leur effort, la vie de ces camarades peut dépendre!

Au nom de ma femme et au mien, je joins 1.000 francs à cette lettre.

Gérard BLOCH,
ancien déporté politique.
Mle Dachau 73.110.

L'EVOLUTION IDEOLOGIQUE DU P. C. Y. (1)

Le P.C.Y. et la Démocratie Ouvrière

RESUME

La Yougoslavie révolutionnaire, menacée par Staline et par l'impérialisme, a dû faire retour au Marxisme-Léninisme. L'évolution idéologique du P.C.Y. a été rapide: partant du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le P.C.Y. aborda la critique de la politique contre-révolutionnaire du Stalinisme, puis — partiellement — l'étude de la dégénérescence de l'U.R.S.S. Le P.C.Y. réaffirme le rôle révolutionnaire du prolétariat en tant que classe. Saisissant la similitude entre le procès de Budapest et les procès de Moscou, il entama l'étude des effets du « rôle dirigeant de l'U.R.S.S. » dans les dernières décades. De très graves lacunes subsistent dans les conceptions yougoslaves de l'Internationalisme et de l'Internationale, lacunes qui s'expliquent par le fait que le P.C.Y. n'a pas encore surmonté la « théorie » antimarxiste du Socialisme dans une seul pays.

Sur le problème de la démocratie ouvrière, pierre de touche de la rupture avec les falsifications staliniennes, le P.C.Y. a fait un grand pas dans le retour à Marx et Lénine.

Nous avons cependant fait deux critiques préliminaires:

1° Le P.C.Y. estime que les conceptions staliniennes de « Démocratie nouvelle » et autres sont de simples erreurs de doctrine et non pas le reflet des intérêts de caste de la bureaucratie russe.

2° Il tente de justifier le Parti Unique comme une nécessité de principe.

Troisième erreur

Avant d'aborder les côtés positifs de la brochure de Kardelj (1), nous porterons une troisième critique préliminaire.

L'auteur écrit:

« Bien entendu, je parle ici des pays capitalistes évolués et non de ceux du monde colonial, où l'évolution peut parfois prendre des formes quelque peu particulières. »

Dans cette courte phrase, Kardelj corrige sa thèse centrale, à savoir que tout Etat est nécessairement ou une dictature bourgeoise ou une dictature du prolétariat. Dangereuse correction qui ouvre la porte à on ne sait quelle troisième solution à l'usage des pays coloniaux.

Cette correction, contraire à la théorie marxiste, est démentie non seulement par la juste démonstration de Kardelj lui-même concernant le caractère nécessaire de la dictature du prolétariat, mais aussi par la situation de la Yougoslavie qui n'était pas précisément un pays capitaliste évolué. Que dire alors de l'Albanie, pays plus arriéré que bien des colonies d'Afrique ou d'Asie, dont l'auteur ne nous dit pas qu'elle doive passer par des formes autres que la dictature du prolétariat.

Petite erreur, dira-t-on? Mais la plus petite erreur théorique peut avoir les plus graves conséquences pratiques. Dans le cas présent, elle mène à considérer la révolution coloniale comme l'affaire privée d'un peuple colonial déterminé et non comme un chaînon de la révolution socialiste mondiale. Encore un méfait de la théorie du « socialisme dans un seul pays ».

Ceci dit, nous tenterons de démontrer sur quelques points essentiels le redressement idéologique décisif que représente la brochure de Kardelj.

Kardelj contre « la révolution par étapes »

La théorie stalino-réformiste de la Révolution par étape a été dénoncée dans plusieurs œuvres de Trotsky (2).

Elle s'exprima sous diverses formes:

Dans les pays coloniaux, la « théorie » voulait que l'objectif immédiat de la révolution fût non pas la *dictature du prolétariat*, mais une certaine *« dictature démocratique des ouvriers et des paysans »*. Au nom de cette formule (utilisée par Lénine en 1905 et catégoriquement rejetée par lui en avril 1917), Staline imposa au Parti Communiste Chinois la soumission à Tchang Kaï Chek, soumission qui aboutit à l'écrasement de la révolution chinoise en 1927.

Plus tard, la théorie de la révolution par étapes s'incarna dans la politique de collaboration avec la bourgeoisie « démocratique » dans le cadre des *Fronts Populaires*. Le résultat en fut la liquidation par Thorez de grève générale française de juin 1936 et la liquidation de la révolution espagnole.

Plus récemment, cette même « théorie » fut rebaptisée « Démocratie nouvelle »: Kardelj lui-même déclare *qu'elle a causé d'immenses dommages au prolétariat international et à l'évolution socialiste après la deuxième guerre mondiale.*

Ces diverses applications de la même « théorie » antimarxiste ont en commun:

1° l'idée d'une *voie nouvelle* de marche vers le socialisme, sans dictature du prolétariat.

Nous avons vu que Kardelj réfute cette idée: il n'y a pas d'*anti-chambre* entre la dictature bourgeoise et la dictature du prolétariat.

2° l'idée du *« partage du pouvoir* entre la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse ».

Kardelj analyse remarquablement ce jargon révisionné. Il montre que « la paysannerie laborieuse » y est considérée abstraitement, dans son ensemble, c'est-à-dire en faisant table rase de la lutte de classe dans les campagnes. Il montre que cette idée se complète d'une autre idée, celle d'une seconde étape où se réaliserait *le monopole du pouvoir, d'un pouvoir uni et homogène d'une seule classe;* niant par là même que la *dictature du prolétariat* représente les intérêts de toutes les classes exploitées et réalise l'alliance effective du prolétariat et du paysan pauvre, le rôle dirigeant incombant au prolétariat.

Kardelj explique très justement que ce qui est *nécessaire et indispensable, « c'est que la classe ouvrière joue indiscutablement le rôle de direction qui garantit que la paysannerie laborieuse participera à ce pouvoir véritablement en tant que masse travailleuse, dont les intérêts concordent avec ceux du prolétariat. C'est le paysan* travailleur, *et non le paysan* spéculateur, *qui est l'allié des ouvriers. Quant au paysan* spéculateur, *ce pouvoir est contre lui; et c'est pour cela qu'il est une dictature du prolétariat ».*

(*A suivre*) FAVRE.

(1) *De la Démocratie populaire en Yougoslavie*, E. Kardelj. — Editeur: Le Livre Yougoslave, 30, rue Louis-le-Grand, Paris (2e).

(2) *La Révolution permanente*, « *L'Internationale Communiste après Lénine* », « *Où va la France* », etc...

ACCORD ANGLO - YOUGOSLAVE

(Suite de la 1re page)

4° Manifestent-ils donc une bienveillance particulière de l'impérialisme pour la Yougoslavie?

Nous avons maintes fois expliqué que la Yougoslavie bénéficie de l'état d'équilibre international entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme. L'impérialisme a un intérêt politique à conclure avec la Yougoslavie des accords commerciaux favorables à cette dernière, afin de faire croire à son « désintéressement » en opposition à la politique russe d'exploitation des pays du glacis.

La Yougoslavie bénéficie en outre des contradictions inter-impérialistes: l'Angleterre a un intérêt direct à commercer avec des pays n'appartenant pas à la zone dollar.

Au total, nous pouvons affirmer que les accords yougoslavo-britanniques, tout comme les précédents accords de ce type, ne représentent pas une capitulation de la Yougoslavie.

Mais une autre question se pose: celle de la réalisation du « socialisme dans un seul pays », d'un pays nécessairement dépendant d'un marché dominé par l'impérialisme mondial.

Pour les trotskystes, fidèles sur ce point aux maîtres du marxisme, la révolution socialiste est possible dans un pays, même isolé; le travail de construction du socialisme peut être commencé. Mais son achèvement, c'est-à-dire la réalisation de la société socialiste, dépend de la révolution internationale. L'exemple de la Yougoslavie est une nouvelle confirmation de cette thèse marxiste.

Si le P.C.Y. était incapable de le comprendre et de mettre toutes ses forces au service de la Révolution mondiale, la République fédérale populaire de Yougoslavie serait inéluctablement condamnée.

Numérisation CERMTRI

Le patronat et le gouvernement attaquent

ASSEZ DE GRÈVES TOURNANTES, FRONT UNIQUE pour préparer la lutte Générale

MILLE huit cents travailleurs lockoutés chez Latil! Quatre mille à Angers (Bessonneau)! Après ceux de Morane à Tarbes et Hispano (Bois-Colombes), le doute n'est plus permis!

Il ne s'agit pas de mouvements d'« impatience » venant de patrons particulièrement rétifs aux revendications ouvrières.

Il est évident que le Conseil National du Patronat Français tire les ficelles, avec la bienveillante indulgence du gouvernement et le concours efficace de la flicaille de Moch.

Des dizaines de militants expulsés des entreprises pour avoir revendiqué — tant chez Chausson que chez Hispano, tant chez Michelin qu'à Gennevilliers ou dans les Postes — s'aperçoivent, la rage au cœur, que la pratique des « listes noires », chère au patronat avant 36 et après novembre 1938, est de nouveau en vigueur.

Les patrons veulent museler les travailleurs.

Dans ce but, ils attaquent d'abord les meilleurs militants ouvriers en essayant de les réduire par la misère, pour pouvoir ensuite détruire les organisations ouvrières elles-mêmes et instituer leur Etat fort.

Pour ce combat, ils sont tous solidaires et ORGANISES.

Cela, tous les travailleurs l'ont compris.

Les travailleurs de chez Hispano exigeaient de leur patron 3.000 francs par mois pour tous.

Tout comme ceux de chez Morane, Latil et Bessonneau.

Mais ils se sont vite rendus compte qu'ils n'avaient pas en face d'eux leur seul patron, mais tout le patronat, son Syndicat, son Gouvernement et ses C.R.S.

Nul doute que, s'ils étaient livrés à eux-mêmes, les travailleurs de chez Hispano traient trouver ceux de chez Latil et tous les autres pour leur dire: « Séparément, nous avons échoué, organisons-nous, combattons tous ensemble, et non seulement nous résisterons mieux, mais nous vaincrons! »

Mais il existe dans le mouvement ouvrier des gens qui se refusent à tirer la leçon des événements.

Jouhaux et Blum sont trop absorbés par les conférences ministérielles, les marchandages parlementaires et le sauvetage des capitalistes français pour entendre la voix des travailleurs!

Que les ouvriers se tiennent tranquilles et attendent qu'on ait besoin d'eux.

Quant à Thorez et Frachon, ils ne peuvent « ignorer » ce que tous les travailleurs ont compris. Trop de militants ouvriers parmi les plus combattifs sont encore au P.C.F. et à la C. G. T. pour qu'ils ne sachent pas tous les dangers que comporte l'application de la politique qu'ils préconisent.

Ils ne peuvent pas ignorer à quelles nouvelles défaites ils conduisent les travailleurs en préconisant cette nouvelle tactique de harcèlement qui consiste, au nom de l'Unité d'action, à engager le combat USINE PAR USINE pour des revendications communes à tous!

Halte aux aventures!

Halte aux trahisons!

Le patronat ne s'est que trop renforcé au travers des grèves « tournantes » ou de toutes ces combines de « harcèlement » ou de grèves par « vagues ».

Il faut cesser de lui faciliter la tâche.

A la solidarité patronale opposons la solidarité prolétarienne, au front uni des capitalistes, le Front Unique des travailleurs.

Tel est le sens de l'appel que le P.C.I. vient d'adresser à toutes les organisations ouvrières.

Les travailleurs doivent réaliser ce Front unique contre l'offensive bourgeoise, facilitée par la politique de division des dirigeants ouvriers, et l'imposer à leurs propres chefs.

Car les travailleurs ne sont pas vaincus.

En ressoudant leurs rangs, ils peuvent faire céder leurs patrons respectifs sur bien des revendications (primes de fin d'année, chronométrages, cadences forcenées, etc...).

Mais ils ne peuvent pas les faire capituler LES UNS APRES LES AUTRES sur les revendications générales (3.000 fr., conventions collectives, 40 heures payées 48).

Le dernier numéro de la « Vie Ouvrière » (n° 278) est d'ailleurs incapable de citer la moindre entreprise ayant ces jours derniers accordé les 3.000 francs mensuels à son personnel.

⁂

Il faut arrêter la course à l'abîme.

Tout est encore possible si les travailleurs font passer l'Unité d'action du stade de la propagande à celui de l'organisation.

Il incombe à tous les travailleurs de se regrouper et d'organiser cette unité d'action en déterminant eux-mêmes, par-dessus le cloisonnement des Syndicats, des usines et des corporations, leurs moyens de lutte et leurs dirigeants.

Par là passe la résistance victorieuse à l'offensive du patron dans l'usine.

Par là et par là seulement passe la préparation et l'organisation du combat général.

Il appartient aux meilleurs et aux plus conscients des combattants ouvriers et donc avant tout à chaque trotskyste de combattre pour une telle politique partout où ils se trouvent.

BRADIER.

La grève chez Hispano-Suiza

La direction de chez Hispano-Suiza (Bois-Colombes) a levé le lock-out de l'usine.

Elle a accordé une prime de fin d'année de 4.000 francs aux ouvriers, 6.000 francs à la maîtrise et 8.000 francs aux cadres.

Mais elle a mis à pied — le temps de préparer leur licenciement — 15 militants ouvriers parmi lesquels 8 délégués, le Secrétaire de la C.G.T., le Secrétaire du Comité d'entreprise.

Il faut dire qu'elle avait déjà tout mis en œuvre pour briser notre mouvement, C.R.S., briseurs de grève, lettres individuelles, démarches à domicile.

Nous venons de faire la douloureuse expérience que ce n'étaient pas les travailleurs de chez Hispano qui tout seuls pouvaient briser la solidarité patronale. Nous n'avons pas pu arracher les 3.000 francs, ni toutes les autres revendications qui sont celles de tous les ouvriers.

Et ce n'est pas parce que nous n'étions pas unis. La grève de l'atelier 22 avait été décidée démocratiquement par toute l'usine, l'unité d'action était réalisée et la solidarité financière organisée et très efficace (plus de 2 millions 1/2 à la reprise).

Mais nous avons cru que forts de l'appui de nos camarades et d'un véritable soutien financier, nous pouvions ouvrir une brèche dans le front patronal.

Ce n'était pas possible, mais cela nous servira de leçon ainsi qu'aux gars des autres boîtes.

Il ne suffit plus de réaliser l'unité d'action dans l'usine, qui est très efficace pour des revendications propres à la boîte, mais il faut s'organiser tous ensemble pour abattre par un combat général la solidarité patronale.

Quoiqu'il en soit, nous continuons à nous battre pour empêcher la direction de licencier nos 15 camarades.

RABCOR.

Chez Morane à TARBES

Le Maire, L'Evêque et le Député ne nous donneront pas la victoire

Depuis quinze jours déjà les 800 travailleurs de chez Morane-Saulnier à Tarbes sont en lutte contre leur direction. Ils réclament les 3.000 francs mensuels, de véritables conventions collectives, 40 heures payées 48, pas de licenciements, etc...

Après huit jours d'occupation d'usine, la direction a fait appel au tribunal qui a envoyé les flics nous déloger.

Mais la solidarité se développe. Un débrayage général a eu lieu dans la région pour protester contre le lock-out et l'intransigeance de la direction.

Les travailleurs de Tarbes ont décidé de verser une heure de salaire à la caisse de notre Comité de grève qui est constitué de copains de la C.G.T., de F.O. et de la C.F.T.C.

Nous avons l'appui de la population. Le directeur général, M. Savarit, a été obligé de descendre de Paris pour prendre en main les discussions. Les maires de Tarbes, Lourdes et Bagnères ont fait pression sur le patron pour organiser une entrevue avec les grévistes à la Préfecture. Le député M.R.P. a même déposé une demande d'interpellation à la Chambre.

Jusqu'à Monseigneur Théas qui appelle ses ouailles à ne pas nous laisser tomber!

Malgré tout, j'ai bien peur que nous ne nous voyons engagés dans une drôle d'affaire et que nous ne puissions pas arracher tout seuls des revendications qui sont celles de tout le monde.

La direction cherche depuis longtemps un prétexte pour lock-outer le personnel, ce qui lui permettra de l'épurer. Je crois bien que nous sommes tombés dans le panneau. De toutes façons, nous sommes bien décidés à l'empêcher de réaliser son coup. Mais pour les 3.000 francs, les 40 heures payées 48, je n'ai pas d'illusion! Dans le meilleur des cas, je crois qu'on ne tirera rien d'autre qu'une prime de fin d'année. Mais on va s'accrocher!

(Tarbes, le 27-12-49).

Les ouvriers auront la belle, M. CHAUSSON

Chausson pense avoir réussi. Malgré plusieurs jours de grève, malgré l'action de centaines de travailleurs, trois militants ont été licenciés de l'entreprise.

Rien n'a été négligé pour obtenir ce résultat, et pour la première fois depuis la « Libération », les flics ont été appelés à l'entreprise.

Aujourd'hui c'est sur deux membres du P. C. F. et sur un membre du P.C.I. que tombe la répression patronale. Ce n'est pas par hasard. Frappant ainsi, le patron tente de décapiter l'avant-garde de la classe ouvrière pour pouvoir mieux mettre à exécution son plan de surexploitation des travailleurs.

Cette méthode n'est pas particulière à Chausson, c'est un plan d'ensemble de toute la bourgeoisie, c'est la suite d'une même offensive, sur les salaires, sur les cadences, et qui prépare la suppression de toutes les libertés ouvrières conquises de toute lutte.

De la diminution des salaires à la suppression du droit de grève, dont le gouvernement, à la solde du capital, rêve de nous gratifier, le chemin parcouru est toujours le même: LE LICENCIEMENT DE CEUX QUI DIRIGENT LA LUTTE DANS L'ENTREPRISE.

LA REGLE DE CHAUSSON EST LA REGLE DE TOUS LES PATRONS: ces trois licenciements sont dans son esprit le prélude à beaucoup d'autres.

La lutte de classe ne sera pas arrêtée par trois renvois. Les salaires restent bloqués...

Chausson pensait qu'il pouvait impunément licencier trois militants de son entreprise.

LES TRAVAILLEURS ONT REPONDU.

Ce sont les sept jours de grève de l'outillage H.

Ce sont les trois jours de grève de tous les ateliers d'Asnières et de la fabrication H.

LA RAGE AU CŒUR, ILS ONT DU CEDER.

RIEN N'EST REGLE.

Les salaires restent bloqués, les payes aussi minces, les cadences de travail sans cesse augmentées.

LES MEMES PROBLEMES SE POSENT TOUJOURS AUX TRAVAILLEURS.

L'exemple de solidarité ouvrière, dont les travailleurs de chez Chausson ont fait preuve, montre que le patron n'a pas encore eu le dernier mot.

LES GREVISTES DE CHEZ CHAUSSON ONT MONTRE CE DONT LES TRAVAILLEURS ETAIENT CAPABLES QUAND ILS SE BATTENT POUR LEURS PROPRES INTERETS.

(*Extraits de « la Vérité » Chausson.*)

Les Primes, armes patronales

A la C.G.T.V.N., à Dousi, la grève du 25 novembre a été totale. La riposte ne s'est pas fait attendre. A la paye de la semaine, les camarades s'en sont bien aperçus. Non seulement on ne paye pas les heures supplémentaires, c'est-à-dire que p'est 25 % du salaire qui disparaît, mais encore le patron en profite pour supprimer la prime d'assiduité pour toute la semaine.

Ainsi, les heures supplémentaires majorées, comme la prime d'assiduité, sont une arme contre la grève.

Quant à la prime de technicité, c'est un bon prétexte pour empêcher un P1 qualifié de passer P2. C'est toujours le patron qui y gagne.

Pour ressouder les rangs ouvriers: intégration des primes dans le salaire, retour à la semaine de 40 heures!

RABCOR.

Grève de Solidarité au port de Marseille

Mercredi dernier (21 décembre), un mouvement de grève a eu lieu à la suite du retrait de la carte portuaire du délégué du centre d'embauche, Andreani, celui-ci s'étant vu refuser l'accès des quais.

Les délégués ont demandé une grève d'avertissement.

Les trois quarts des dockers se sont alors prononcés pour une grève illimitée jusqu'à satisfaction.

Finalement la grève a été effective pour 24 heures.

RABCOR.

Le patron de chez "UNIC" a eu chaud

L'approche des fêtes de Noël et la perspective des dépenses impossibles a soulevé la colère des travailleurs de l'usine.

A l'usine B, un débrayage unanime exige du chef d'atelier la satisfaction des revendications et surtout une prime de fin d'année. Puis le mouvement s'étend au reste de l'usine et le lendemain, la direction annonce l'octroi d'une prime de 2.000 francs.

2.600.000 pour toute l'usine en face des 69 millions de bénéfices camouflés réalisés par la Société!

Un débrayage unanime s'ensuit. Le bureau du patron est complet. Les camarades sont venus pour dire aux représentants des exploiteurs de chez Unic leur volonté d'obtenir satisfaction, leur refus d'être considérés comme des parias. M. Copain refuse.

Le mardi, les délégués demandent à être reçus. Le patron refuse de les recevoir.

Le lendemain, les délégués sont reçus, mais pour essuyer un nouveau refus.

En un quart d'heure, 90 % de l'usine sont rassemblés dans la cour. Il faudrait débrayer totalement, mais l'expérience des aventures d'Hispano et autres est présente dans la mémoire des camarades.

Le patron va subir les assauts des travailleurs pendant 1 h. 30, dans la cour, dans les couloirs des bureaux, dans les escaliers. Il n'a rien lâché de plus, excepté des promesses de réunir le Conseil d'administration, promesses qu'il ne tiendra certainement pas.

Mais au travers de toute cette action, les travailleurs de chez Unic ont montré à la direction qu'ils étaient décidés à se battre. La victoire n'est que partie remise.

Et la partie sera gagnée lorsque nous serons organisés.

RABCOR.

UN CONGRÈS BUREAUCRATIQUE où la minorité révolutionnaire lutte pour faire entendre sa voix

CHEZ les Fonctionnaires C.G.T. (U. G. F.F.), les décisions de coordonner l'action de tous les Syndicats de la Région Parisienne, de constituer dans chaque administration un Syndicat unique — aux lieu et place de la poussière de Syndicats catégoristes — ne pouvaient être qu'approuvées.

Mais, à tout prendre, ce n'était encore là que le côté organisationnel et secondaire. En effet, faute d'un fonctionnement démocratique, faute d'un programme unificateur, les fonctionnaires n'abandonneront pas leur méfiance, née de la politique passée de l'U. G. F. F., et n'annuleront pas de ce fait les effets de leur division en de multiples Syndicats d'obédiences diverses. Dans ces conditions, il est certain qu'ils ne rejoindront pas plus les Syndicats uniques de l'U.G.F.F. Parisienne qu'ils n'étaient restés fidèles à cette Centrale. Les staliniens ont fait, dès ce Congrès constitutif des 12 et 13 novembre, la démonstration que l'U.G.F.F. Parisienne n'était qu'un nouvel appareil bureaucratique entre leurs mains. Ce faisant, ils ont stérilisé cette organisation et leurs appels à l'Unité sonneront faux pour l'immense masse des fonctionnaires non staliniens. Au Congrès, ils ont commencé par faire statuer sur les candidatures à la C.E., la Commission des mandats dont les membres s'étaient désignés eux-mêmes! Après quoi, cette Commission a exclu Roux de la C.E. de l'Union, parce que, d'après son rapporteur, « il n'était pas d'accord avec la majorité ». Puis, dans le cours des débats, et sans discussion ils ont repoussé un amendement de Dumont incluant dans les Statuts la représentation des tendances à tous les échelons. Dans les mêmes conditions fut repoussée une proposition de Roux demandant une « tribune libre » dans le journal syndical. Tout cela fut rejeté sous le prétexte que les organisateurs « assuraient » l'honorable assistance que la démocratie « régnait » dans l'Union et qu'une « tribune libre » serait un élément de division! Entrelardant ces affirmations officielles, les bonzes défilèrent à la tribune pour des interventions « fleuves » obstruant toute possibilité de discussion de la base. Comme, bien entendu, il ne restait, après cela, que « peu de temps », en fin de Congrès, le Président fit décider, par le dernier carré de staliniens restant en séance, que les autres orateurs inscrits (ceux de la base et des opposants en particulier) s'expliqueraient un *autre jour*, après le Congrès, devant la C.E. telle qu'elle avait été triée sur le volet! Démocratie... nouvelle! Toutefois il est à remarquer qu'il resta assez de temps pour écouter Duret prendre toutes sortes de précautions pour proposer au Congrès un vœu d'anniversaire à Staline. Le Congrès ne pouvait être mieux signé et l'unité plus sérieusement préparée! Si les staliniens avaient exclu Roux (gréviste de tous les mouvements, sanctionné de 47) des postes responsables, ils y maintenaient Salelle qui, lui, n'avait pas fait grève le 29 novembre.

Il est vrai que Salelle (militant responsable du P.C.F., de l'U.G.F.F. et de l'U. D.), dans une « auto-critique » d'une heure, à la tribune (il y eut du temps pour cela), avait étalé ses « fautes personnelles », avec toute la contrition masochiste requise, masquant ainsi, derrière cet écœurant étalage, les trahisons des dirigeants responsables: les Le Léap, Frachon et Cie. Ces boucs émissaires dont on dissèque les fautes, ces manœuvres variées, tout cela était nécessaire pour éviter le débat sur la ligne, sur les mots d'ordre, sur les moyens d'action, sur les responsabilités réelles.

La discussion qui eut lieu à la Commission des Résolutions explique à quel point les staliniens ne peuvent plus espérer qu'en l'emploi de cartes truquées. A cette Commission, en effet, les deux camarades de la tendance « Unité Syndicale », qui y représentaient leur Syndicat, défendirent les mots d'ordre unificateurs: augmentation égale pour tous, vrai minimum vital, réduction de la hiérarchie, unités d'action démocratiques. Ils démasquèrent les vrais objectifs des dirigeants staliniens en montrant comment la lutte efficace pour la Paix est une lutte révolutionnaire. Là, à chaque vote, deux ou trois des dix-huit autres Commissaires, approuvant ces explications, votaient avec les minoritaires contre les staliniens. Il était alors évident que les dirigeants ne permettraient pas cette discussion devant le Congrès, craignant tout d'un débat d'où pourrait sortir un renforcement de la minorité. Par le caractère carricatural de ce Congrès, truqué pour permettre l'intervention — sans discussion démocratique — de leurs mots d'ordre, les staliniens apparaissent, dans l'U. G. F. F. de la R.P., comme des sectaires et par conséquent comme un frein puissant à la réalisation de l'Unité d'action. Par contre, la minorité révolutionnaire a prouvé que son combat trouvait un écho grandissant dans la masse des travailleurs, et, c'est là le résultat le plus positif du Congrès.

A. DUMONT.

DANS LES P. T. T.

L'administration divise pour mieux règner

Comme toutes les catégories de base, les employés des P.T.T. sont, parmi les postiers, les plus touchés par la politique de répression qui frappe la classe ouvrière.

La baisse de leur pouvoir d'achat, consécutive à la hausse du coût de la vie, est chez eux particulièrement sensible du fait des bas indices et d'un minimum vital dérisoire: 9.540 francs. Une tranche de reclassement apporte au facteur débutant une rallonge de 850 francs par mois et 1.600 fr. au facteur au maximum.

La politique de licenciement fait des coupes sombres parmi les auxiliaires, cependant que nous assistons à des créations d'emplois de cadres et de contrôle.

Nos *parités* avec nos *homologues* sont rompues. Le flic débute à l'indice 200 et a obtenu une indemnité de risque qui dépasse de loin l'indemnité de responsabilité du facteur. Le douanier qui, pour l'instant, reste accroché à l'indice du facteur 130-185, a réussi à obtenir la même indemnité de risque que la police.

Le rôle de l'U.G.F.F. devrait être de coordonner les revendications de catégorie des fonctionnaires des différentes administrations. Or dans le reclassement, nous avons surtout assisté à la lutte de certaines Fédérations pour hausser le plus possible leurs catégories dans la hiérarchie des indices par des moyens qui n'ont rien de commun avec le syndicalisme.

La Fédération postale, comme les autres bureaucraties fédérales, a suivi la même voie et sous le couvert des changements d'appellation, nous avons surtout assisté à un écartèlement des anciennes catégories. Le résultat immédiat en a été le développement de l'esprit catégoriste d'où l'éclosion d'une série d'« Amicales » dont l'administration tire le plus grand bénéfice.

C'est ainsi que vient d'être lancé *le principalat* dont le principe a été adopté au Parlement et que chaque Fédération présente comme sa victoire propre.

Le *principalat*, c'est l'attribution d'un indice supplémentaire de 10 points pour le facteur au maximum. Les modalités d'application n'en sont pas encore fixées, puisque dans les meilleures conditions, les crédits n'en seront attribués qu'en 1951, mais il est certain que l'administration n'appliquera pas le principalat de façon automatique et qu'elle opérera une sélection au choix.

Le bénéfice de l'opération saute aux yeux. Il y a en France environ 32.000 facteurs. Au lieu d'accorder 20 points à toute la catégorie, l'administration en donnera 10 à une petite minorité. Mais ce qui est plus grave encore, cela accentuera un peu plus la division parmi cette catégorie de travailleurs et atténuera la combattivité des anciens, car c'est un fait que ceux-ci par rapport aux jeunes ont tendance à s'estimer satisfaits.

A la réunion des cadres employés de la Région Parisienne (C.G.T.), les camarades Colombani de Paris 15 et Lavenir de Paris 16 se faisaient l'écho des protestations de leurs camarades au sujet de la création des emplois de contrôle et déclaraient ne pas comprendre que la Fédération Postale présente cela comme une victoire syndicale.

Il y a chez nous une réelle volonté de lutte, mais pour qu'elle se manifeste de façon efficace, il faut qu'elle soit coordonnée sur de justes revendications unissant l'ensemble des employés, en liaison avec nos *homologues* des autres administrations.

La revalorisation de notre pouvoir d'achat ne peut résulter que d'un relèvement du minimum vital en rapport avec le coût de la vie et garanti par l'échelle mobile.

Cette lutte doit être menée en commun avec l'ensemble de la classe ouvrière.

(*A suivre*)

LAFIEVRE.

LA DÉMOCRATIE SYNDICALE CHEZ RENAULT

On nous communique un tract de la « minorité révolutionnaire de la C.G.T. (atelier 62-31) » dont voici des extraits:

Dans le courant de la semaine dernière, des affiches furent posées au panneau syndical du département, spécifiant que les élections à la Commission exécutive devaient avoir lieu le mardi 20 décembre 1949 et que les enveloppes seraient distribuées par les collecteurs le matin et ramassées dans la journée, pour que le dépouillement ait lieu le jour même à 16 h. 30, des après le travail. RIEN DE TOUT CELA NE FUT RESPECTE.

Le mardi 20, une nouvelle note expliquait que les élections ne pouvaient avoir lieu ce jour, le motif invoqué était le changement d'horaire. Aucune explication supplémentaire ne suivait ce prétexte plutôt bizarre. Le mercredi matin, les collecteurs distribuèrent les enveloppes, accompagnées d'un tract calomniateur à l'égard de trois camarades inscrits sur la liste. Avec un mépris sans égal pour les électeurs et une impudence complète à l'égard du programme que ces trois camarades défendaient, la C.E. sortante demandait à tous les syndiqués de rayer de la liste les camarades Goutefangeas, Renard et Trupin... Les enveloppes distribuées n'étaient pas cachetées... et furent ramassées de la main à la main par les collecteurs et restèrent plus de 24 heures dans leur poche. Alors que le dépouillement aurait dû se faire en dehors des heures de travail, sous le contrôle d'un bureau de vote élu, entouré de scrutateurs volontaires, ce sont les délégués eux-mêmes qui dépouillèrent les enveloppes... Nous tenons à protester violemment contre de tels procédés, qui ne peuvent que discréditer l'organisation syndicale. Nous tenons à dire que nous considérons comme non valables de telles élections. Nous nions totalement toutes les accusations formulées contre nous et demandons qu'une réunion syndicale soit convoquée où nous pourrons venir nous expliquer et développer nos positions sur les différents problèmes qui préoccupent la classe ouvrière à l'heure actuelle.

Un mineur révoqué se suicide

Le mineur Walla Antoine, 48 ans, d'Obas-Soleil, à Firminy, avait été révoqué arbitrairement à la suite des grèves de novembre 1948. Depuis il cherchait du travail. Désespéré, il s'est pendu à l'espagnolette de sa fenêtre.

C'est une victime de plus de la répression qui frappe les meilleurs militants de la classe ouvrière.

Amnistie et réintégration de tous les mineurs arbitrairement emprisonnés ou sanctionnés.